

Caisse de retraite des enseignants États des revenus et dépenses

Exercice clos le 31 décembre 1978
(en milliers de dollars)

REVENUS	1978	1977
Cotisations des membres de la Caisse		
Enseignants — conseils scolaires de l'Ontario . . . \$	118,680	\$ 109,514
Enseignants — écoles privées désignées	2,143	1,921
Services extérieurs	307	231
Divers	5,449	6,143
	<u>126,579</u>	<u>117,809</u>
Cotisations du Trésor de la province conformément à l'article 22 de la Loi sur la retraite des enseignants, y compris l'intérêt de \$10,856 (\$9,848 en 1977)	121,414	110,140
Paiements spéciaux du Trésor de la province		
Intérêt sur le déficit actuariel de 1966	11,402	34,697
Amortissement du déficit actuariel postérieur à 1966 et intérêt y afférent	191,330	43,827
Trop-payé actuariel courant et intérêt y afférent	11,979	
Subvention de pension minimale, y compris l'indexation des pensions	40,574	32,700
	<u>255,285</u>	<u>111,224</u>
Intérêts reçus		
Débitures de la province de l'Ontario	214,014	163,629
Placements temporaires	3,370	1,301
Restitution des remboursements et intérêts divers	1,747	1,310
	<u>219,131</u>	<u>166,240</u>
Recouvrement de l'indexation des pensions du Fonds de rajustement des pensions	1,340	355
Transferts en provenance d'autres caisses de retraite	673	1,068
Rachat des cotisations par les anciens cotisants qui reprennent l'enseignement	641	669
	<u>\$ 725,063</u>	<u>\$ 507,505</u>
DÉPENSES	1978	1977
Pensions services		
Service \$	118,784	\$ 103,982
Invalidité	6,821	6,169
Personnes à charge	7,527	6,255
Rentes réversibles	53	52
	<u>133,185</u>	<u>116,458</u>
Remboursement des cotisations et intérêt y afférent		
Aux cotisants qui se sont retirés de la Caisse	9,393	9,428
Aux bénéficiaires des cotisants décédés	562	444
	<u>9,955</u>	<u>9,872</u>
Transferts à d'autres caisses de retraite	983	1,088
Frais administratifs	2,046	1,800
DÉPENSES TOTALES	<u>146,169</u>	<u>129,218</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES, AJOUTÉ AU CAPITAL	578,894	378,287
	<u>\$ 725,063</u>	<u>\$ 507,505</u>

Caisse de retraite des enseignants Notes aux états financiers

au 31 décembre 1978
(en milliers de dollars)

1. PRINCIPES COMPTABLES

a) Immobilisations

Conformément aux dispositions de la loi intitulée Teachers' Superannuation Act (Loi sur la retraite des enseignants), toutes les dépenses afférentes aux biens immeubles sont inscrites à titre de frais administratifs dans l'état des revenus et dépenses pour la période d'acquisition, de même que toute autre acquisition d'immobilisations.

b) Revenus

Les cotisations versées par les cotisants sont comptabilisées au cours de l'exercice où elles ont été reçues. Les cotisations versées par le Trésor de la province sont comptabilisées au cours de l'exercice où le paiement est exigible alors que les paiements spéciaux provenant de ladite source sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont reçus.

L'intérêt touché sur les billets à court terme et les placements est comptabilisé d'après la méthode de comptabilité d'exercice.

c) Remboursement des cotisations et rachat des remboursements

L'obligation de la Caisse concernant le remboursement des cotisations aux cotisants qui ont quitté l'enseignement et qui n'ont pas encore retiré leurs cotisations n'est pas établie de manière précise. En effet, on considère que cette obligation est un déficit actuariel semblable à celui de la Caisse relativement aux rentes. Par ailleurs, aucun actif n'a été établi relativement aux montants que doivent les cotisants qui ont retiré leurs cotisations à l'occasion d'une absence temporaire de l'enseignement et qui ont repris leurs fonctions depuis.

2. DÉFICIT ACTUARIEL

Le montant du déficit actuariel n'est pas reflété dans les états financiers. Les quatre derniers rapports actuariels indiquent les déficits suivants au 31 décembre de chacune des années indiquées ci-après:

1975	\$1,397,178
1972	557,877
1969	382,265
1966	328,282

La Loi intitulée The Pension Benefits Act (Loi sur le versement des pensions de retraite de l'Ontario) exige que l'employeur maintienne le déficit actuariel au niveau du 31 décembre 1966. En conséquence, la province de l'Ontario doit verser chaque année à la Caisse les montants minimaux suivants:

\$144,436 par année jusqu'au 31 décembre 1980
138,571 au cours de chacune des neuf années suivantes se terminant le 31 décembre 1989
116,657 pour l'année se terminant le 31 décembre 1990 et
22,980 payables par la suite.

Sous la conduite du ministre de l'Éducation, la Commission a décidé de procéder chaque année à une mise à jour de la dernière évaluation triennale. La mise à jour la plus récente dont nous disposons a été effectuée au 31 décembre 1976; elle révélait un déficit actuariel de \$1,593,792. La province n'est pas tenue officiellement à redresser ses versements annuels minimaux avant la prochaine évaluation triennale qui sera effectuée au 31 décembre 1978.

Caisse de retraite des enseignants Placements

Annexe A

au 31 décembre 1978
(en milliers de dollars)

PLACEMENTS	1978	1977
Les placements de la Caisse sont les suivants:		
Débitures de la province de l'Ontario, au cours d'acquisition:		
6% échéant le 1 ^{er} novembre 1982	\$ 74,200	\$ 74,200
6% échéant le 1 ^{er} novembre 1987	176,000	176,000
6% échéant le 1 ^{er} novembre 1992	454,500	454,500
8.57% échéant le 1 ^{er} mai 1996	18,000	18,000
8.57% échéant le 1 ^{er} novembre 1996	74,000	74,000
8.57% échéant le 1 ^{er} janvier 1997	18,000	18,000
8.57% échéant le 30 mars 1997	62,000	62,000
7.86% échéant le 1 ^{er} mai 1997	25,500	25,500
7.86% échéant le 1 ^{er} novembre 1997	84,500	84,500
7.86% échéant le 1 ^{er} janvier 1998	9,500	9,500
8.06% échéant le 2 avril 1993	50,000	50,000
8.06% échéant le 1 ^{er} mai 1993	32,000	32,000
8.06% échéant le 1 ^{er} octobre 1993	5,000	5,000
8.06% échéant le 1 ^{er} novembre 1993	92,000	92,000
8.06% échéant le 1 ^{er} janvier 1994	16,000	16,000
8.39% échéant le 1 ^{er} avril 1999	2,600	2,600
8.39% échéant le 1 ^{er} mai 1999	46,000	46,000
8.39% échéant le 30 septembre 1999	40,000	40,000
8.39% échéant le 1 ^{er} novembre 1999	117,000	117,000
8.39% échéant le 1 ^{er} janvier 2000	80,500	80,500
10.04% échéant le 1 ^{er} mai 1995	50,000	50,000
10.04% échéant le 1 ^{er} novembre 1995	119,500	119,500
10.04% échéant le 1 ^{er} janvier 1996	28,000	28,000
10.11% échéant le 1 ^{er} mai 2001	59,000	59,000
10.11% échéant le 1 ^{er} novembre 2001	74,000	74,000
10.11% échéant le 1 ^{er} janvier 2002	132,000	132,000
10.11% échéant le 1 ^{er} février 2002	10,500	10,500
10.11% échéant le 1 ^{er} mars 2002	17,500	17,500
10.11% échéant le 31 mars 2002	41,800	41,800
9.82% échéant le 1 ^{er} mai 2002	62,000	62,000
9.82% échéant le 1 ^{er} novembre 2002	80,000	80,000
9.82% échéant le 1 ^{er} janvier 2003	230,000	230,000
9.82% échéant le 1 ^{er} janvier 2003	108,000	108,000
9.82% échéant le 30 mars 2003	8,000	8,000
Dépot auprès de la province de l'Ontario pour l'acquisition de débitures de l'Ontario	187,719	142,000
Intérêt couru	2,685,019	2,151,300
	<u>\$ 2,748,041</u>	<u>\$ 2,194,068</u>

Annexe B

Frais administratifs

Exercice clos le 31 décembre 1978
(en milliers de dollars)

	1978	1977
Traitements du personnel	\$ 1,189	\$ 1,047
Avantages sociaux du personnel	144	121
Salaires des commissaires	14	14
Frais de déplacement	29	26
Services d'actuariat	37	69
Honoraires médicaux	11	7
Honoraires des vérificateurs	18	15
Honoraires d'avocat	4	3
Frais d'affranchissement	41	35
Frais d'impression et fournitures de bureau	121	142
Service d'informatique	124	105
Location de matériel de bureau	34	41
Réservations et entretien	34	38
Services publics	46	42
Assurance	2	2
Matériel de bureau et ameublement	41	31
Dépenses diverses	66	39
Services de traduction	5	7
Service interne de dictaphone	4	14
Conférence interprovinciale sur les pensions des enseignants — 1977		1
Dommages et intérêts accordés par un tribunal	8	
Acquisition d'une propriété adjacente aux bureaux de la Commission	74	
	<u>\$ 2,046</u>	<u>\$ 1,800</u>

Personnel de la Commission
au 31 décembre 1978

a) Nomination par le ministre:

M. J.R. Thomson (président), Commission du régime de retraite des enseignants
M. H.A. Blanchard, membre, Commission du régime de retraite des enseignants
M. P.W. Ferren, directeur de l'éducation, Conseil de l'éducation de Timmins
M. J.F. Kinlin, membre, Commission du régime de retraite des enseignants
Mme Jean McConnell, directrice régionale de l'éducation, ministère de l'Éducation
Mme Ethel McLellan, sous-ministre adjointe, Division de l'administration et des finances, ministère de l'Éducation

b) Représentants des enseignants:

M. Fred Allen, Fédération des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario
M. R.E. Poste, Fédération des enseignants des écoles élémentaires et des inspecteurs urbains de l'Ontario
M. Robert Scott, Association des enseignants catholiques anglophones de l'Ontario
Mlle Isabel Ward, Fédération des associations des enseignantes de l'Ontario
M. Léon Vigneault, l'Association des enseignants franco-ontariens

Remerciements

La Commission remercie sincèrement les personnes suivantes de l'appui qu'elles lui ont accordé au cours de l'année et de leurs conseils experts:

Dr. B.W. Vale, arbitre médical
M. L.R. MacTavish, avocat
Eckler, Brown, Segal & Company Ltd., actuaire

Les conseils de ces personnes ont beaucoup aidé la Commission à s'occuper de la direction de la Caisse.

Communications

Prière d'adresser toute communication à M. J.R. Causley, directeur, Commission du régime de retraite des enseignants, 190, avenue Finch ouest, Willowdale (Ontario) M2R 1M4; téléphone (416) 226-2700.

Toute personne qui s'adresse à la Commission est priée d'indiquer son numéro d'assurance sociale.

(Publication autorisée par la Commission du régime de retraite des enseignants — septembre 1979.)

TEXTE REFONDU

CETTE ÉDITION EST RÉDIGÉE À TOUTES
FINS PRATIQUES. POUR TOUT DÉTAIL
PRÉCIS, PRIÈRE DE CONSULTER LES
TEXTES OFFICIELS DES LOIS ET DES
RÈGLEMENTS.

Le présent rapport est également
disponible en anglais.

CA 24N
DE 90

727



3 1761 1189130 7



COMMISSION DU RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

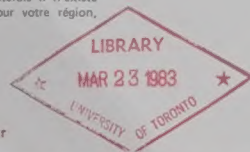
Rapport aux Cotisants
Pour l'Exercice Clos
Le 31 décembre 1978

REVENUE CANADIAN

Rapport du président

Une fois de plus, la Commission et son personnel ont eu un exercice très chargé car de plus en plus d'enseignants cherchent à se renseigner sur la situation qui les attend à la retraite. Les ateliers, organisés comme par le passé par les divers organismes de la Fédération des enseignants de l'Ontario sur les questions relatives à la retraite et les régimes de retraite, ont permis d'éclaircir de nombreux enseignants sur les circonstances susceptibles d'améliorer considérablement leur situation financière à la retraite.

J'aimerais encourager fortement tous les enseignants qui ont des interruptions dans leur crédit de régime de retraite à profiter des ateliers qui peuvent se trouver dans leur région et à prendre rendez-vous avec l'un des conseillers de la Commission pendant le programme d'ateliers. Il est beaucoup plus profitable de pouvoir discuter avec quelqu'un de tous les aspects d'un problème et envisager les moyens disponibles de recevoir le maximum possible de prestations que de se renseigner par correspondance. Si toutefois il n'existe aucun atelier prévu pour votre région,



Rapport du directeur

En 1978, un accord réciproque était signé avec les caisses de retraite des enseignants de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, du Québec, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Cet accord couronnait de nombreuses années de négociations. Nous regrettons seulement que les caisses de retraite de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve n'en fassent pas partie. Nous espérons qu'elles s'y joindront éventuellement.

n'hésitez pas à écrire en donnant le plus d'informations possibles à l'appui de la ou des question(s) qui vous préoccupe(nt).

La Commission a acheté la propriété adjacente à ses bureaux actuels afin de pouvoir y abriter le personnel supplémentaire qui devra être recruté pour faire face à l'augmentation constante du volume de travail. Malheureusement, l'accord de tous les organismes concernés par le rezoneage des terrains s'est fait attendre plus longtemps que prévu; nous espérons cependant recevoir toutes les autorisations nécessaires sous peu.

Nous avons déménagé et mis à jour notre matériel de traitement des données afin de procurer un accès plus rapide aux dossiers des enseignants mais, tant que nous ne serons pas en mesure de fournir d'autres locaux au personnel complémentaire, nous ne pourrions répondre aux demandes de renseignements aussi rapidement que nous l'aimerions.

J. R. Thomson

est également possible en Alberta. S'il faut procéder à un rachat de cotisations, il faut le faire avant que le transfert ne puisse être effectué à la nouvelle juridiction.

Toute personne venue en Ontario de l'une de ces provinces qui désire bénéficier de l'accord réciproque et qui a enseigné au moins un an en Ontario doit écrire à ce bureau pour obtenir les détails concernant les formalités à observer. Elle devra peut-être verser un paiement direct pour que les périodes de service effectuées dans l'autre province figurent à son crédit dans la caisse de retraite de l'Ontario; toutefois nous ne pourrions en décider qu'après avoir obtenu des renseignements détaillés de l'autre province concernant l'état de service et le salaire de l'intéressé au moment où il enseignait.

J'aimerais souligner le fait que si une personne perd son salaire pour quelque raison que ce soit, elle subira une perte correspondante de crédit ouvrant droit à une pension. Dans certains cas, il est possible de verser un paiement direct à la caisse de retraite et de recevoir plein crédit pour la période d'absence. Toutefois, le paiement ne peut être accepté au-delà d'un délai de deux ans; il est donc important, dans le cas d'une perte de salaire, que l'enseignant se renseigne sur le paiement direct dès son retour au travail.

Voici les raisons qui peuvent donner lieu à un paiement pour périodes d'absence:

maladie congé sabbatique
devoirs de juré adoption d'un enfant
membre d'un conseil membre de l'assemblée législative de l'Ontario
études grossesse
grossesse déplacement
membre de la Chambre des communes
membre d'un conseil régional

Si le délai de deux ans est écoulé, il est possible d'effectuer le paiement au moment de prendre sa retraite. Il en coûte

alors certainement davantage au cotisant, car le paiement requis représente le coût de la pension supplémentaire procurée par le temps compensatoire.

Veuillez noter que tout paiement direct doit être versé avant le 31 décembre afin de pouvoir être inclus à titre de déduction d'impôt sur le revenu pour cette année civile.

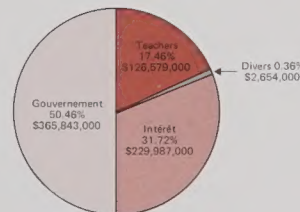
Pour permettre aux enseignants de décider en connaissance de cause s'il est opportun ou non d'obtenir un crédit pour les périodes où ils n'étaient pas dans l'enseignement, la Commission prend part aux ateliers qui sont organisés en fin de semaine pendant l'année. Ces ateliers seront organisés par la Fédération des enseignants de l'Ontario et on connaîtra au début de l'année scolaire 1979-1980 le lieu où ils se dérouleront l'an prochain.

Pour répondre à une demande présentée par le ministre de l'Éducation, l'actuaire a préparé un rapport sur la situation de la caisse de retraite au 31 décembre 1977. Les méthodes et les hypothèses actuelles utilisées sont les mêmes que celles employées pour l'évaluation de 1975. L'évaluation révèle que le déficit actuariel en est à \$1,517,000,000, ce qui représente un gain de \$44,000,000 par rapport au déficit déterminé au cours de l'évaluation provisoire effectuée en 1976, ce gain étant le reflet des résultats obtenus.

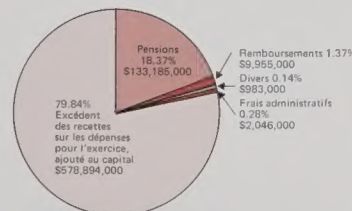
J.R. Causley

Pour la période
du 1^{er} janvier 1978 au 31 décembre 1978

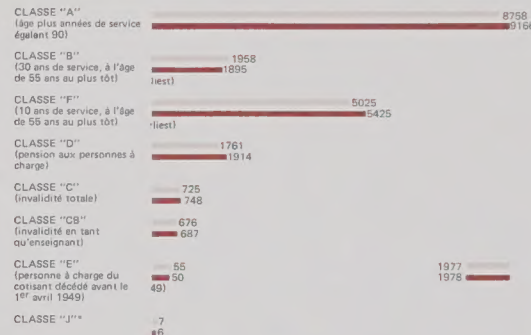
Revenu



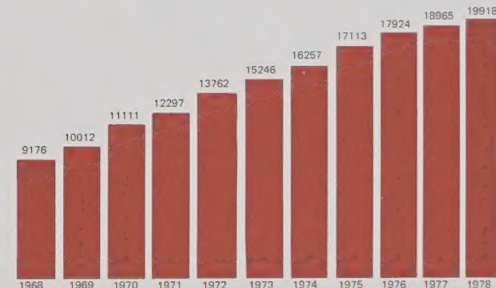
Répartition



Changements au registre des pensions au cours des exercices 1977-1978



Nombre de retraités



Caisse de retraite des enseignants États financiers

Exercice clos le 31 décembre 1978

Rapport des vérificateurs
Bilan
État des revenus et dépenses
Notes aux états financiers
Annexes
A Placements
B Frais administratifs

Thorne
Riddell
& Co.

Comptables agréés

Rapport des vérificateurs

L'honorable Frank S. Miller
Ministre du Trésor, de l'Économie
et des Affaires intergouvernementales
Province de l'Ontario

Nous avons vérifié le bilan de la Caisse de retraite des enseignants au 31 décembre 1978, ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés comptables que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Caisse au 31 décembre 1978 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables stipulés dans la note 1 aux états financiers, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

North York, Ontario
le 23 mars 1979

Thorne Riddell & Co.
Comptables agréés

Caisse de retraite des enseignants Bilan

au 31 décembre 1978
(en milliers de dollars)

	1978	1977
ACTIF		
Encaisse	\$ 2,938	\$ 16,372
À recevoir de la province de l'Ontario		
Cotisations de la province	110,558	100,292
Intérêt sur les cotisations	10,856	9,848
Augmentation des versements de pensions	3,352	
À recevoir des conseils scolaires, net		252
Billets à court terme, au coût d'acquisition plus intérêt couru de \$197 (\$33 en 1977)	30,197	5,533
Placements, au coût d'acquisition plus intérêt couru	2,748,041	2,194,068
	<u>\$ 2,905,942</u>	<u>\$ 2,326,365</u>
PASSIF		
Comptes à payer et passif couru	\$ 941	\$ 737
À payer aux conseils scolaires, net	241	
À verser au Fonds de rajustement des pensions	703	465
	<u>1,885</u>	<u>1,202</u>

FONDS DE CAPITAL ET D'EMPRUNT

Solde au début de l'exercice	\$ 2,325,163	\$ 1,946,876
Plus l'excédent des recettes sur les dépenses	578,894	378,287
Solde à la fin de l'exercice	<u>2,904,057</u>	<u>2,325,163</u>
	<u>\$ 2,905,942</u>	<u>\$ 2,326,365</u>